

Questions orales

ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est): Monsieur le Président, je remercie le ministre de souligner ces faits pour les députés, les travailleurs et même, pour l'ensemble de la collectivité. Cependant, le ministre des Pêches et des Océans sait très bien que son gouvernement a aidé Clearwater Fine Foods à quelques reprises. Il a donné de généreuses subventions pour la modernisation de ses installations et la construction d'une nouvelle usine de transformation du poisson à Glace Bay, ce qui a donné un sérieux coup de pouce aux activités de l'entreprise.

Le ministre interviendra-t-il maintenant au nom des 310 travailleurs de l'usine de Glace Bay et ordonnera-t-il à la direction de Clearwater de se présenter à son bureau avec une proposition sensée et réaliste, et de faire fonctionner son usine à pleine capacité? Puisque le gouvernement a déjà dépensé de l'argent dans cette usine et accordé des subventions à cette multinationale, ne pourrait-il pas poser ce geste pour les travailleurs touchés?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, évidemment, le député fait allusion au tragique incendie qui a ravagé l'usine de Glace Bay il y a trois ans, sinistre qui avait amené le gouvernement à accorder une aide pour la reconstruction de l'usine avant son acquisition par Clearwater Fine Foods l'an dernier.

J'aurais cru que la direction de Clearwater Fine Foods qui a reçu de généreuses allocations d'entreprise pour certaines espèces, notamment les crevettes et les myes pêchées en haute mer, aurait respecté ses obligations en gardant l'usine ouverte et en continuant de fournir du travail aux employés. Je transmettrai ce message à l'entreprise.

* * *

LE LOGEMENT

LES TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE—L'UTILISATION DES TERRAINS DE LA COURONNE À TORONTO

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il sait que les principales banques du Canada ont porté leur taux d'intérêt hypothécaire à 11,75 p. 100 pour cinq ans, ce qui rend l'achat d'une maison encore plus difficile pour les gens de la région de Toronto, en particulier. Que fait le gouvernement pour empêcher ces taux de monter et pour libérer des terrains inutilisés ou sous-utilisés de la Couronne afin de permettre la construction d'habitations à coût abordable à Toronto?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Pour empêcher les taux d'intérêt hypothécaires de monter, le gouvernement contrôle d'abord l'inflation. À part l'énergie et l'alimentation, le taux d'inflation s'est maintenu à 4,8 p. 100 au cours des cinq derniers mois. C'est trop. Nous ne voulons pas que les taux d'intérêts remontent à 22 p. 100 comme en 1982 et que les Canadiens revivent le cauchemar de 1981 et 1982. Il nous faut une politique monétaire modérée et nous l'avons.

LES TERRAINS DU CN

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, le ministre sait qu'il faut gagner 98,475 \$ par année pour acheter une maison de 230,000 \$. Il sait que la ville de Toronto a proposé, la semaine dernière, de construire des habitations à coût abordable dans le centre-ville, près du marché, sur des terrains qui appartiennent en partie au CN, c'est-à-dire au gouvernement fédéral.

Le gouvernement a-t-il demandé au CN de vendre ces terrains à la ville de Toronto à un prix raisonnable ou même de les lui céder gratuitement pour qu'elle puisse construire le genre d'habitations à prix abordable, qu'elle envisage?

Mme Shirley Martin (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, aucune autre ville du Canada n'a probablement connu une prospérité et une croissance aussi remarquables que celles de Toronto. Voilà pourquoi le prix des habitations y est élevé.

Le ministre partage les inquiétudes du député et il s'est déjà entretenu avec le ministre du Logement de l'Ontario pour évaluer la situation et étudier les solutions possibles.

* * *

LES AÉROPORTS

L'AÉROPORT INTERNATIONAL PEARSON—LES PERMIS RELATIFS AU SERVICE DE LIMOUSINE

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Elle porte sur la situation chaotique et désastreuse qui règne dans le service de limousine qui dessert l'aéroport international Pearson à Toronto.

Il y a quelques jours, les représentants du ministre ont délivré 35 nouveaux permis à cinq compagnies existantes, sans appel d'offres et sans publicité. Le ministre sait que la valeur marchande de ces permis s'élève à plus de 4 millions de dollars.

Pourquoi a-t-il délivré ces 35 nouveaux permis sans appel d'offres et sans publicité? Peut-il expliquer pourquoi de simples particuliers n'ont pu soumissionner pour ces permis? Dévoilera-t-il aux gens de Toronto les dessous de l'affaire?